



Laos - Sécurité alimentaire et développement agricole

par Typhaine HOENNER, chargée de programmes TGH

A la suite de plusieurs missions d'étude, nous débutons en mai 2006 un programme de sécurité alimentaire et de développement agricole dans l'est de la province de Khammouane.

Pays enclavé au cœur de la péninsule Indochinoise, le Laos demeure atypique par rapport à ses voisins : le Vietnam, la Thaïlande, la Birmanie, le Cambodge et la Chine. La République Populaire Démocratique du Laos (RPDL) a été proclamée en 1975 après de longues années d'occupation : Royaume du Siam (actuelle Thaïlande), Française et Japonaise. Cette jeune république s'est choisie un régime de type communiste avec un parti unique, le Parti Populaire Révolutionnaire Lao (P.P.R.L.), ce qui a longtemps freiné son ouverture à une économie de marché. La RPDL a intégré l'ASEAN (Association des Nations du Sud Est Asiatique) en 1997.

De par sa géographie, la province de Khammouane subit chaque année les conséquences dramatiques des crues des trois fleuves qui la traversent.

La population se compose de 5,2 millions d'habitants appartenant à différentes ethnies : plus de 68 groupes ethniques sont représentés au Laos ; ce qui entraîne une complexe gestion de la population. L'indicateur de développement humain placent la RPDL au 131^{ème} rang mondial selon les critères du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), avec 83% de la population vivant dans les milieux ruraux et un taux de croissance relativement fort : 2,8%.

Les habitants de la province de Khammouane (95%), située au centre du Laos entre le Vietnam et la Thaïlande, vivent comme la majorité des laotiens, de l'agriculture. Elle leur permet non seulement de subvenir à leurs

besoins nutritifs, mais aussi de dégager des profits pour améliorer leur quotidien.

De par sa géographie, la province de Khammouane subit chaque année les conséquences dramatiques des crues des trois fleuves qui la traversent. De part son histoire, ce territoire est encore infesté de bombes à fragmentation, encore non explosées, seconde guerre d'Indochine de 1964 à 1973, où la piste "Hô Chi Minh", qui traverse cette région, a été la cible principale des Etats-Unis.

Malgré cela, la province s'ouvre de plus en plus sur l'extérieur (pour preuve, l'accord de partenariat avec la Région Rhône Alpes...) et compte sur le développement du tourisme pour augmenter son PIB. La construction du barrage hydroélectrique de Nam Theung II participe de façon considérable à cette expansion. La France, la Thaïlande et l'Italie en sont les principaux investisseurs avec respectivement 35, 25 et 15%. Electricité de France est chargée de la réalisation des travaux (5 ans) et sera gestionnaire du site pendant 25 ans avant de remettre l'ouvrage à la compagnie d'électricité laotienne qui détient d'ores et déjà 25% du capital.

suite page 2 →



Ancienne pompe à eau fonctionnant au gaz-oil - photo © TGH

Au sommaire de ce numéro

- Laos - Sécurité alimentaire et développement agricole
- Burkina Faso - La patrie des hommes intègres...
- Vietnam - La suite de l'"aventure" pour Triangle
- Le mot de la Région Rhône-Alpes
- Tribune libre à... RESACOOOP

Editorial

par Patrick VERBRUGGEN, codirecteur TGH

A l'heure où certaines décisions prises de manière "globale" par les gouvernements centraux et les institutions internationales rendent l'avenir des populations du sud précaire, les politiques de coopération des régions d'Europe avec celles du sud rendent possible une action de proximité qui prend en compte l'ensemble des acteurs locaux et de leurs besoins.

Tous les acteurs du développement réclament le passage d'une logique d'assistance à une logique de coopération sur des priorités définies par les populations du sud, et les autorités régionales sont bien placées pour répondre à ces exigences parce qu'elles fondent la définition de ces politiques sur la consultation de leurs sociétés civiles.

Pour notre organisation, le partenariat avec la Région Rhône-Alpes signifie plus qu'une possibilité d'obtenir des fonds ; en effet, le montage d'un projet se fait toujours dans le cadre d'une convention établie entre deux régions, ce qui induit la nécessité de maintenir le dialogue avec tous les acteurs locaux. Ce dialogue apporte une connaissance plus fine des contraintes liées aux contextes culturels et/ou politiques et permet des prises de décisions beaucoup plus rapides que dans un cadre institutionnel national ou international.

Enfin, ces conventions entre régions Nord/Sud sont signées pour plusieurs années, ce qui signifie que nous bénéficions d'un temps de réalisation beaucoup plus long pour nos programmes de développement. Pour exemple, l'école hôtelière pour enfants défavorisés au Vietnam a nécessité plus de 5 années de travail et d'engagement de la Région Rhône-Alpes afin de la rendre viable. ■

Avec le soutien de la Région Rhône-Alpes, Triangle GH a conduit plusieurs missions d'étude dans cette province. En s'appuyant sur les besoins identifiés par les responsables provinciaux de l'agriculture et de la forêt, et en partenariat avec eux, nous débutons un programme de sécurité alimentaire et de développement agricole dans l'est de la province. Les 3000 habitants de ces deux districts (Gnommalat et Mahaxay) sont, chaque année, victimes d'insuffisance alimentaire en riz : alimentation de base au Laos. En effet, lors de la saison sèche, le système d'irrigation (pompe à gazoil puisant l'eau dans les rivières et la répartissant dans les canaux d'irriga-



tion), mis en place par le gouvernement dans les années 90 s'avère trop coûteux du fait du prix de l'essence. La conséquence de sa non-utilisation, est que le système est devenu obsolète.

Triangle GH va donc mettre en place un nouveau système d'irrigation, afin que les agriculteurs puissent réaliser au moins une récolte de riz par an...

Ainsi, la seule récolte de riz possible a lieu durant la saison humide. Paradoxe : durant la période des pluies, les rivières sortent de leur lit (plus de 9 mètres au dessus de leur cours habituel) et détruisent alors tout le riz fraîchement repiqué. Cette situation d'urgence est répétitive. Le seul dispositif mis en place par les autorités locales est la distribution de riz par barques lors des inondations, afin d'assurer le minimum vital aux villageois.

Au-delà de cette problématique directement liée au fait que les villages se situent en bordure de rivière, les bombes encore non explosées réduisent considérablement les terres agricoles exploitables. Au-delà du risque physique pour les villageois, c'est une insuffisance de surface cultivable qui est exprimée.

En travaillant avec les autorités locales compétentes et les habitants de ces sept villages, Triangle

GH va donc mettre en place un nouveau système d'irrigation, afin que les agriculteurs puissent réaliser au moins une récolte de riz par an et ainsi subvenir à leurs besoins primaires. Une attention particulière sera portée au travail avec la communauté afin d'initier la notion de groupement de producteurs pouvant permettre de vendre les surplus sur les marchés locaux, ainsi qu'à la diversification des productions : introduction de fruits et légumes... Il est par ailleurs envisagé de dynamiser le réseau du commerce équitable par un travail commun avec Lao Farmer Product (association laotienne de commerce équitable).

En parallèle, et en collaboration avec MAG (Mines Advisory Group), les terrains de ces 7 villages, soit plus de 300 hectares, seront nettoyés des différents types de mines (mines antipersonnelles, bombes à fragmentations). D'une part, les zones connues pour être contaminées seront totalement traitées, et d'autre part, toutes les terres actuellement utilisées pour l'agriculture seront vérifiées et déminées si nécessaire.

Ce programme que nous débutons a pu se mettre en place grâce aux accords de coopération qui existent entre la province de Khammaouane et la Région Rhône-Alpes. Les trois années que Triangle GH va consacrer à la mise en œuvre de ce projet vont permettre d'identifier d'autres problématiques et d'apporter un soutien aux différents acteurs laotiens. ■

Burkina-Faso • La patrie des hommes intègres...

L'ancienne Haute Volta, rebaptisée Burkina Faso en 1984 sous la présidence de Sankara (Burkina signifiant "intègre" en mooré et Faso se traduisant par "patrie" en Bamanakan, combinaison des deux langues les plus parlées du pays), est une ancienne colonie française qui a acquis son indépendance en 1960.

Composée de 45 provinces et 13 régions administratives, le Burkina est actuellement en pleine mutation. Le pays vit une phase de décentralisation de ses institutions, processus au sein duquel la Région Rhône-Alpes a inscrit son partenariat avec la Région des Hauts Bassins (composée des provinces de Houet, Kénédougou et du Tui), située au sud ouest du Burkina.

Triangle GH situe son intervention au Burkina-Faso dans le cadre de cette coopération bilatérale.

Il s'agit pour notre association d'une mission qui, de prime abord, peut paraître atypique... Les projets émanent de la seule société civile burkinabée et nous n'avons pas de représentation permanente sur

place... cependant, le mandat qui nous a été confié par la Région s'intègre bel et bien dans les principes qui régissent nos interventions, à savoir, le soutien aux initiatives locales : évaluation des propositions de projet portées par des associations burkinabées, suivi et appui aux associations dont le projet aura été retenu, bénéficiant ainsi du soutien financier de la Région Rhône-Alpes.

Une première mission d'évaluation menée en juin 2005 par le Responsable de la cellule Développement Rural de TGH a débouché sur la validation d'un projet avicole présenté par l'Institut des Jeunes Sourds du Faso. Ce projet à double objectif visait d'une part à proposer une formation professionnelle aux jeunes de l'institut afin de promouvoir leur autonomie et intégration dans le monde du travail, et d'autre part à dégager des revenus de la vente des œufs pour prendre en charge une partie des coûts de fonctionnement de l'institut.

Une seconde mission, effectuée en janvier 2006 à Houndé (capitale de la province du Tui) nous a permis de rencontrer les membres de 5 associations ayant sollicité un appui pour la mise en place de leur projet. Ces associations ont des statuts et objectifs variés : deux d'entre elles regroupent des personnes handicapées qui proposent des projets d'activités génératrices de revenus (poules pondeuses, moutons destinés à la consommation, production et vente de savons...) et d'alphabétisation, une association de femmes est impliquée dans la collecte des déchets ména-

par Stéphanie BOUCHET, chargée de programmes TGH

gers pour la ville de Houndé, un groupement maraîcher demande un soutien en terme de lutte phytosanitaire et une association de tradipraticiens souhaite pouvoir développer la culture de plantes médicinales...

Suite à cette mission, 3 de ces 5 projets ont pu être validés et devraient ainsi voir le jour avant la fin de l'année...

Bien que le nombre d'intervenants puisse paraître plus important que dans beaucoup d'autres pays où nous sommes amenés à intervenir, les deux principaux facteurs qui ne peuvent que nous convaincre de l'utilité et de la pertinence de notre présence, sont la réalité des besoins primaires, tels que l'accès à l'eau potable, ainsi que l'existence d'une société civile développée et active avec laquelle nous nous proposons d'agir. ■



La suite de l' "aventure" pour Triangle à Hô Chi Minh Ville

par Sophie SIMONELLI, *bénévole mission Vietnam TGH*

Quatre ans après la création d'une école hôtelière pour enfants défavorisés, un nouveau projet à l'attention de personnes handicapées verra le jour au mois de juin 2006.

L'école hôtelière, une "affaire qui tourne"

Depuis son ouverture en 2002, l'école hôtelière de Hô Chi Minh Ville permet à de nombreux jeunes défavorisés de se former dans un secteur particulièrement demandeur. Ce projet co-financé par la Région Rhône-Alpes et mené en partenariat avec le DELISA (Département du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales) de Hô Chi Minh Ville, leur enseigne la cuisine, le service et depuis septembre 2005, la boulangerie/pâtisserie.

Depuis août 2003, le restaurant d'application "Sesame" situé au sein de l'école hôtelière permet aux élèves de se mettre en situation et ainsi d'être plus performants une fois entrés dans le monde du travail. De plus, grâce à ses bénéficiaires, une partie des coûts de fonctionnement de l'école sont couverts. De nombreux événements sont réalisés en son sein comme par exemple la soirée du Beaujolais nouveau qui a attiré cette année 170 personnes ou encore une soirée basée sur le thème des cinq continents, avec la participation de 120 personnes.

L'ouverture de la boutique boulangerie / pâtisserie, un atout pour l'école

La cinquième promotion constituée de 60 élèves est entrée en juillet 2005. Parmi eux, 9 jeunes ont choisi la nouvelle formation en boulangerie/pâtisserie. Ce modeste début laisse présager un avenir prometteur notamment après l'ouverture d'une boutique spécialisée dans le domaine, au mois de mai 2006. En effet, ce nouveau point de vente des produits réalisés par les élèves, sous la tutelle de leur professeur, leur permet de se perfectionner dans leur filière. La vente des produits permet aussi d'apporter des fonds supplémentaires à l'école.

Le renforcement du centre de formation professionnelle pour personnes handicapées

Fort d'un partenariat existant et constructif avec le DELISA, nous avons décidé de nous investir dans un nouveau projet qui sera financé à 100% par la Région Rhône-Alpes. Ce projet consiste à renforcer les capacités d'un centre de formation pour personnes handicapées déjà existant à Hô Chi Minh Ville depuis 1999.

Cet établissement, géré par le DELISA, seule institution étatique à offrir une formation professionnelle gratuite aux personnes handicapées à Hô Chi Minh Ville, manque de moyens humains et matériels pour remplir sa mission.

Il s'agira donc d'apporter un soutien au centre. Par renforcement nous entendons trois objectifs principaux : une amélioration des compétences du personnel, des achats d'équipements et de matériels plus performants ainsi qu'une amélioration de l'accessibilité du bâtiment pour les personnes handicapées moteur. ■



Elèves de l'école hôtelière - photos © Jeffrey Leventhal

Restaurant d'application "SESAME"

153 Xo Viet Nghe Tinh, Ward 17, Binh Thanh dist. Ho Chi Minh City — VIETNAM

Tél. : (84.8) 89 93 378 ou 098 860 96 33

Le mot de la Région Rhône-Alpes

par Jean-Philippe BAYON, *Vice-Président de la Région Rhône-Alpes délégué à la Solidarité internationale et à la Coopération décentralisée.*

En tant qu'élu local, je suis régulièrement interpellé sur la fracture économique qui sépare le Nord et le Sud. La recherche d'une mondialisation plus juste est un débat important traversant l'ensemble de notre société et nos concitoyens attendent aujourd'hui des pouvoirs locaux et notamment des collectivités locales qu'elles déclinent des politiques fortes allant dans le sens d'un "co-développement planétaire".

La coopération décentralisée peut être une des expressions de ce "co-développement". La preuve en est que cette ouverture à l'international fait désormais partie intégrante de la politique de développement de la plupart des collectivités locales françaises.

Pour Rhône-Alpes, la lutte contre la pauvreté et les inégalités est une préoccupation majeure à laquelle répond une volonté politique forte. Nous consacrons aujourd'hui, à travers différentes conventions de coopération développées en Asie du Sud mais aussi en Afrique de l'Ouest et dans le Maghreb, 9 millions d'euros à l'aide au développement et à la Solidarité internationale. C'est un budget important certes, mais nous savons aussi que l'augmentation du volume de l'aide ne sert à rien si derrière, ne sont pas mis en place des programmes de développement pertinents et durables construits en coordination avec nos partenaires locaux et les collectivités partenaires au Sud. Si notre ambition est de permettre l'accès au développement et aux richesses pour tous, il nous faut au préalable faire du développement durable l'axe fondateur de nos sociétés.

Nous avons les moyens de mener une politique de coopération cohérente et efficace, sans pour autant nous sentir engagés dans une diplomatie de l'ambulance. L'ampleur des défis à relever est immense mais nous impose néanmoins d'agir en coordination étroite avec les autres acteurs de l'aide au développement présents sur le territoire rhônalpin que sont notamment les ONG. A côté des Etats, les initiatives des associations de solidarité, mais aussi les projets portés par

les lycéens, les entreprises ou encore les collectivités locales impliquées dans la solidarité internationale, sont nombreuses. Cette diversité et cette complémentarité des acteurs doivent nous servir à donner plus de poids aux actions de développement local, à fonder une véritable responsabilité collective et favoriser l'émergence "d'autres relations internationales" fondées sur l'autonomie et l'émancipation des individus et des peuples.

Le sens que la région Rhône-Alpes entend donner aux actions de coopération est notamment de consolider les collectivités locales partenaires et de renforcer leur capacité à répondre aux aspirations des populations, dans le respect de leurs traditions. Les divers programmes de coopération, qu'il s'agisse de développement rural, d'accompagnement des processus de décentralisation, de soutien à la formation professionnelle ou bien de développement économique local, etc..., s'ils permettent de rapprocher les hommes et de susciter le dialogue entre les cultures, ont également comme ambition première de renforcer la démocratie, en associant les habitants au développement de leur territoire.

Cette concertation avec les populations locales est primordiale car nous savons tous qu'un programme qui ne serait pas conçu conjointement par les intervenants du Nord et du Sud est voué à l'échec. Notre rôle, dans les projets globaux de développement territoriaux que nous soutenons est d'accompagner nos partenaires dans leur recherche d'autonomie et ce, dans le cadre de leur propre modèle de développement. ■

Tribune libre à... RESACOOOP

Coordonner nos actions : Mission impossible ?

par Rose-Marie DI DONATO, directrice de RESACOOOP



Si l'après Tsunami, symbole d'une mobilisation sans précédent, a laissé un goût amer face à la dispersion des interventions, le manque de coordination et le gaspillage d'énergie et d'argent qui en a découlé, il a aussi rappelé l'urgence impérative d'une meilleure concertation entre les acteurs de la coopération internationale.

Gages d'une plus grande efficacité des interventions et d'une meilleure lisibilité pour les autorités des pays partenaires, la concertation et la mise en réseau des acteurs français (voire internationaux...) nécessitent de réunir un minimum de conditions. La première d'entre elles est certainement d'être convaincu de la valeur ajoutée qu'apporte la concertation et d'acquiescer peu à

peu le réflexe "réseau", en se posant systématiquement la question : "qui travaille déjà sur quoi, au même endroit que moi ?", avant d'agir. Une deuxième condition réside dans la mise à plat des fonctions et rôles de chacun ; la diversité des organisations oeuvrant dans le champ de la coopération : collectivités locales, petites associations ou associations "professionnelles", établissements scolaires ou hospitaliers, etc., engendre aussi une diversité des positionnements et des modes d'intervention qui doit être explicitée et communiquée pour permettre l'articulation des actions des uns et des autres. Une troisième piste est de créer les espaces et les conditions du dialogue entre toutes ces organisations pour faciliter l'échange et la reconnaissance mutuelle.

Mis en place en 1994, à l'initiative de la Préfecture de région et du Conseil régional Rhône-Alpes, RESACOOOP (Réseau Rhône-Alpes d'appui à la coopération internationale) constitue au niveau régional l'un de ces espaces de "facilitation". Sorte de "service public" de la coopération internationale en région, RESACOOOP a développé des outils, accessibles à tous, comme la base de données des

acteurs de la coopération internationale, consultable sur le site internet www.resacoop.org. Des réunions d'échanges, géographiques ou thématiques rassemblent chaque trimestre les acteurs concernés, quel que soit leur statut, et leur offrent un espace de dialogue et de mutualisation.

Plus encore, depuis le 10 mars 2006, RESACOOOP est constitué en groupement d'intérêt public (GIP) et piloté par 14 membres de statuts très différents - services de l'Etat, collectivités locales, associations, centres de formation et universités, établissement public, illustrant ainsi la diversité des acteurs de la coopération internationale. Au-delà de la mutualisation des informations, compétences et expertises détenues par ses membres, l'une des ambitions du RESACOOOP "nouveau"

est avant tout de faire la preuve que l'on peut travailler de concert sans perdre son âme, ni son identité. ■



COUPON-REPOSE

Je commande exemplaire(s) du carnet de voyage de l'association Triangle G H au prix unitaire de 10 € (frais de port inclus) soit : €

Je m'abonne pour 1 an au journal de Triangle :

Abonnement 1an (4 N°) : 4 € Abonnement de soutien : €

Je soutiens les actions de Triangle en faisant un don de :

30 € 50 € 75 € 100 € Autre €

Vous souhaitez recevoir nos informations par mél ?

Merci de nous indiquer votre adresse :

Je ne souhaite plus recevoir votre journal d'information.

Raison sociale Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Téléphone Fax

Complétez ce coupon et, adressez-le, accompagné de votre règlement par chèque bancaire ou postal (CCP 807 947 B LYON) libellé à TRIANGLE G H à : TRIANGLE GENERATION HUMANITAIRE - BP 9014 - 69265 LYON CEDEX 09.

Particulier : Conformément à l'article 200 du code général des impôts, un reçu fiscal vous sera adressé, il vous permettra de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66% du montant total de votre don dans la limite de 20% de votre revenu imposable.

Entreprise : Conformément à l'article 238 bis du code général des impôts, un reçu fiscal vous sera adressé, il vous permettra de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66% du montant total de votre don dans la limite de 5% de votre chiffre d'affaire.